

PRESIDENCE DE LA PUBLIQUE
MALI



REPUBLIQUE DU

Un Peuple – Un But – Une Foi

Commissariat à la Sécurité
Alimentaire (CSA)

Projet de Mobilisation des Initiatives
en matière de Sécurité Alimentaire
au Mali (PROMISAM)

REGION DE KOULIKORO
Cercle de Koulikoro

SYNTHESE DES PLANS DE SECURITE ALIMENTAIRE DES COMMUNES DU CERCLE DE KOULIKORO

2008- 2012

*Elaboré avec l'appui technique et financier de l'USAID-Mali
à travers le projet d'appui au CSA, le PROMISAM*



Mars 2008

I. Présentation du Cercle de Koulikoro

1.1 Situation géographique

Le cercle de Koulikoro occupe la partie Nord Est de la deuxième région. Son relief est dominé par les plateaux et les plaines. La chaîne de montagne du Mont Mandingue prend fin au niveau du cercle.

Le fleuve Niger, constituant le seul cours d'eau permanent qui traverse le cercle sur plus de 130 km. Il offre ainsi des possibilités de navigation.

Le climat de type soudano – sahélien se caractérise par deux saisons bien distinctes :

- La saison sèche (Octobre – Avril)
- La saison pluvieuse (Mai – Septembre)
- La moyenne pluviométrique annuelle se situe entre 700 à 900 mm en année normale.

Le cercle de Koulikoro avec le nouveau découpage territorial dans le cadre de la décentralisation comprend une commune urbaine, celle de Koulikoro et 8 (huit) communes rurales: Méguetan, Dinandougou, Doumba, Koula, Nyamina, Tougouni, Sirakorola et Tienfala.

Il présente les limites suivantes :

- Au Nord le Cercle de Banamba
- Au Sud Ouest le Cercle de Kati
- A l'Est, les cercles de Ségou et Baraouéli
- A l'Ouest par le cercle de Kolokani

1.2 Population

Le cercle de Koulikoro couvre une superficie de 7 260 Km² et compte environ 149 435 habitants composés essentiellement de Bamanan, Sarakolé, Bozo, Somono, Peulh ...

La religion dominante est l'Islam à côté duquel sont pratiqués le Christianisme et l'animisme.

1.3 Organisations et Associations

Il existe dans le cercle de Koulikoro près de quatorze organisations non gouvernementales intervenant selon leurs spécificités dans les domaines suivants : Education, Santé, Organisation Paysanne, Activités Génératrices de Revenus, Améliorations des conditions de vie et du cadre de vie, de l'environnement ...

L'implication des ONG a eu un impact positif sur la vie des populations bénéficiaires dans certaines localités.

Parmi les associations déclarées, intervenant dans le cercle on distingue entre autres l'APE, l'AMUPI, l'AMDH, l'Association des Chasseurs, la CAFO, la FENAM ...

Quant à l'organisation du monde rural, on dénombre plus de cent organisations paysannes dont des groupements masculins et féminins.

1.4 Education

1.4.1 Infrastructures

Les locaux généralement vétustes, sont souvent dans un état déplorable en milieu rural où la plupart des constructions sont en banco. En milieu urbain, le manque de salle de classes se pose avec acuité (effectifs pléthoriques).

Par ailleurs certaines communes dépourvues de classe de second cycle enregistrent des abandons après la 6^{ème} année. Une nécessité s'impose quant à la construction de salles de classes au niveau du fondamental.

1.4.2 Mobiliers existants

La situation se présente comme suite :

Tables bancs		Bureaux maîtres		Chaises et Tabourets		Armoires		Tableaux	
Nombre	Bon état	Nombre	Bon état	Nombre	Bon état	Nombre	Bon état	Nombre	Bon état
5583	213	243	56	209	56	160	28	282	170

1.4.3 Situation des effectifs et des classes

Secteur	Effectifs			% Filles	Nombre de salles de classes
	Garçons	Filles	Total		
Public	1937	1205	3142	38,35	49
Privés ou communautaires	-	-	-	-	-
Medersas	162	36	198	18,18	8
Total/ IEF - Koulikoro	2099	1241	3340	37,15	57

Sources : Statistiques de 1999 – 2000

NB : Signalons que les effectifs d'élèves ainsi que le nombre de classes sont en nette progression durant ces dernières années.

1.4.5 Le taux de scolarisation

Premier cycle (publique) 51,20%

Premier cycle (publique, communautaire, privé et medersa) 71,03%

1.4.6 Projections

Nous souhaitons la construction des classes à Sirakorola, Tougouni, Nyamina et l'achèvement des chantiers dans les écoles de secteur au niveau de Nyamina et Sirakorola. Des besoins de salles de classes se posent dans tous les groupes scolaires de la commune de Koulikoro ville.

Aussi, il est à prévoir la création de second cycle dans les chefs lieu de commune où il n'en existe pas (Tougouni, Tienfala et Méguetan) et leurs équipements. De plus en plus les seconds cycles existant n'arrivent pas à accueillir le nombre d'élèves qui y arrivent.

1.5 Santé

1.5.1 Situation des Infrastructures Sanitaires

- CSCOM/CSAR Fonctionnels : 11
- CSCOM construits non fonctionnels : 3
- CSCOM non construit : 1
- Approche communautaire du centre de santé communautaire de Gouni réalisée

1.5.2 Equipements

- Les trois CSCOM construits non fonctionnels ne sont pas équipés

Situation des matériels CSCOM/CSAR

Désignations	Nombre	Etat	Age	Observation
Moto	11	Mauvais	Plus de 10 ans	Camico
Réfrigérateur	9	Mauvais	Plus de 10 ans	
RAC	13	Bon		

Les deux CSCOM centraux de Koulikoro sont dépourvus de réseau de communication administratif (RAC) et le téléphone.

Situation matériels CSREF

Désignation	Nombre	Etat	Age	Observation
Véhicule	4	Bon (1)	Plus de 10 ans	TOYOTA Peugeot
Moto	4	Bon		Yamaha
RAC	2	Bon	Un et six ans	Codau et Motorola
Réfrigérateur	3	Bon	Plus de 10 ans	Subir
Congélateur	3	Bon	Plus de 10 ans	Electrolux
Ordinateur	2	Bon (1)	1 an	
Incinérateur	0	0	0	
Centrifugeuse	1	Bon	Plus de 5 ans	
Microscope	3	Bon (1)	Plus de 10 ans	
Réseau de gaz médicaux	0	-	-	
Appareil d'anesthésie	0	0	-	
Lavabo chirurgie	1	Passable		
Stérilisateur Kit 8U	0	-	-	
Autoclave électrique	4	1 Bon	Plus de 10 ans	
Pouprinel	3	1 Bon	Plus de 10 ans	

1.5.3 Taux de couverture Sanitaire du cercle

Consultation curative	TX	CP N	TX	BC G	TX	DTCP3	TX	Var i	TX	PF	TX
15020	10 %	3026	38%	4078	65%	3686	59%	2484	39%	1474	4%

1.5.4 Projections

- Achat d'un véhicule 4X4 pour le CSREF
- Achat de deux motos pour le CSREF
- Equiper la morgue du CSREF
- Réviser le circuit électronique et téléphonique du CSREF
- Aménager deux lavoirs au CSREF
- Réaliser le traitement chimique du CSREF
- Recruter 5 manœuvres au CSREF
- Doter le CSREF en incinérateur
- Assurer la prise en charge du personnel des CSCOM/CSREF

1.6 Activités économiques

1.6.1 Agriculture

Elle demeure la principale activité du cercle et occupe plus de 80% de la population. Les surfaces exploitées sont l'ordre de 140 000 hectares sur un total exploitable de 211 280 hectares

Les cultures pratiquées, constituées en majorité de céréales et qui entrent dans l'alimentation des populations sont les suivantes : Mil, sorgho, Maïs, Riz, Fonio.

Des cultures industrielles ou de vente comme le coton, le sésame, connaissent un certain essor durant ces dernières années. L'arachide est aussi cultivée partout dans le cercle.

1.6.2 Elevage

L'élevage des animaux est pratiqué par une proportion non négligeable de la population du cercle. L'estimation vétérinaire du cheptel se présente comme suit :

- 159 100 Bovins
- 263 770 Ovins – Caprins
- 13600 Assains
- 200 Equins
- 5800 Porcs
- 121 000 Volailles

Signalons que d'importants efforts sont déployés par les services en charge de la santé animale pour lutter contre les principales maladies contagieuses du cheptel dans le cercle.

1.6.3 Pêche

Cette activité est surtout pratiquée par les Bozos et Somonos le long du fleuve Niger.

Les structures en charge de cette activité sont entrain d'organiser ces pêcheurs en association et conseil de pêche pour un meilleur suivi des intervenants de la filière (permis de pêche...)

1.6.4 Artisanat

Ce secteur connaît de plus en plus un certain essor dans le cercle et plus particulièrement au chef lieu de cercle (construction métallique, fabrication de charrettes...). Ces artisans s'organisent de plus en plus pour faire face à l'intégration à travers la fédération nationale des artisans du Mali (dont les démembrements sollicités aux échelons inférieurs).

1.6.5 Commerce

Le commerce est une activité à laquelle s'adonne une franche importante de la population (commerçants détaillants en général). Les commerçants sont organisés au niveau de la jeune chambre économique à Koulikoro.

1.6.6 Exploitations forestières

Le cercle de Koulikoro, à vocation agropastorale, couvre un espace agro écologique fragile compris entre la zone sahélienne à isohyète 800 mm et la zone soudanienne à isohyète 900 à 1500 mm fortement soumise aux pressions humaines à l'aridité du climat. Il est le centre de plusieurs activités de production soumise aux nombreuses contraintes favorisant la diminution de l'espace agrosylvo -pastoral avec entre autre cause les pratiques destructives issues de la mauvaise gestion des ressources.

Dans nos pays en voie de développement les pays tirent l'essentiel de leurs besoins vitaux à partir des formations naturelles existantes : (agriculture, cueillette, pâturage et autres besoins locaux) parmi lesquels, le commerce du bois énergie représente aujourd'hui une activité importante dans les zones à forte concentration et dans les bassins d'approvisionnement des grandes ville : Koulikoro et surtout Bamako.

NB : On estime les besoins de consommation à 1 m³ ou 2,3 stères/habitants/an.

1.6.6 La chasse

L'activité chasse est moyennement pratiquée dans le cercle de Koulikoro à cause de la rareté du gibier réduit aux seuls rongeurs (lapins, rats...). Certaines espèces sont en voie de disparition : (lion, hippopotame, cobe défassa, guib harnaché etc....). Cette situation résulte de la dégradation généralisée et continue des ressources (eau, sol, flore) qui conditionnent l'habitat.

1.7 Communications et routes

Le cercle de Koulikoro dispose d'un réseau routier non négligeable. En effet l'axe Koulikoro – Bamako bitumé et celui Koulikoro – Banamba en terre offre un trafic assez dense. Quant aux routes intérieures reliant les communes entre elles, leur état est dégradé voir impraticable pendant la saison des pluies (axes Sirakorola – Nyamina, Doumba – Koula, Gouni – Dinandougou, pont en très mauvais état) ...

Le désenclavement de la ville de Koulikoro sur la rive droite du fleuve Niger par la construction d'un pont demeure la grande préoccupation du cercle voire la région de Koulikoro.

II. Synthèse des plans quinquennaux de sécurité alimentaire des communes du Cercle de Koulikoro

1. Plan d'action

Objectif général : Contribuer à assurer la sécurité alimentaire des communautés du Cercle de Koulikoro d'ici la fin de l'année 2011

Contraintes	Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Activités	Localités
Disponibilité				
Faible production et productivité de l'agriculture et de l'élevage	Augmenter la production et la productivité de l'agriculture et de l'élevage	La production et la productivité de l'agriculture et de l'élevage a augmenté	Accroître les connaissances et pratiques des cultivateurs	Ensemble communes du Cercle sauf Koulikoro
			Fertiliser les sols de culture	
			Equiper les cultivateurs	
			Améliorer la pluviométrie et les pratiques culturales	
			Doter la commune en nombre suffisant de banque de céréales	
			Améliorer les connaissances et pratiques d'élevage	
			Réduire le vol du bétail et les feux de brousse	
			Aménager les plaines et Développer la riziculture	
			Augmenter la production maraîchère	
			Améliorer la production des filières (karité, dah, mangue)	
			Améliorer les pâturages existants	
			Rentabiliser la pisciculture	
			Rentabiliser l'apiculture	
			Assurer la protection des berges du fleuve Niger	Koulikoro, Tienfala, Méguétan, Dinandougou, Tougouni, Nyamina
Trouver des activités de substitution à l'agriculture et l'élevage	Koulikoro			

			Revaloriser les forêts	Tienfala
Accès				
Faible accès des communautés aux aliments	Contribuer au désenclavement de la commune	Les villages sont accessibles	Aménager les pistes rurales	Communes du Cercle
			Augmenter le nombre de banque de céréales et/ ou de magasin	
	Augmenter le revenu des communautés	Le revenu des communautés a augmenté	Augmenter le revenu des communautés	Koulikoro
			Réduire les effets de la pression de Bamako	
Utilisation				
Faible connaissance nutritionnelle des communautés	Améliorer les connaissances et pratiques nutritionnelles des communautés	Les connaissances et pratiques nutritionnelles des communautés sont améliorées	Informé, éduquer et sensibiliser les communautés	Communes du Cercle
Précarité de l'hygiène alimentaire	Améliorer la qualité sanitaire des produits alimentaires	La qualité des produits alimentaires est améliorée	Intensifier le contrôle des produits alimentaires sur les marchés	Communes du Cercle
			Créer et / ou améliorer les pratiques des aires d'abattage	
Stabilité				
Irrégularité dans l'approvisionnement des communautés en produits alimentaires	Assurer un approvisionnement régulier des communautés en produits alimentaires	Les communautés disposent régulièrement de produits alimentaires	Construction et dotation des banques/ magasin de céréale en stock	Communes du Cercle
			Aménagement de pistes rurales	Communes du Cercle sauf Koulikoro

2. Evaluation du coût du plan (en millier de FCFA)

Piliers	Activités	Coûts
Disponibilité	Accroître les connaissances et pratiques des cultivateurs	193 035
	Fertiliser les sols de culture	155 635
	Equiper les cultivateurs	890 500
	Améliorer la pluviométrie et les pratiques culturales	222 000
	Doter la commune en nombre suffisant de banque de céréales	336 500
	Améliorer les connaissances et pratiques d'élevage	212 300
	Lutte contre les feux de brousse / lutte anti érosive	98 500
	Aménager les plaines et Développer la riziculture	3 390 000
	Activités génératrice de revenu (maraîchage, apiculture, pisciculture, karité, sésame et autres filières)	408 600
	Améliorer les pâturages existants	7 500
	Assurer la protection des berges du fleuve Niger	342 000
	Trouver des activités de substitution à l'agriculture et l'élevage	104 000
	Total	6 360 570
Accès	Aménager les pistes rurales	1 895 000
	Augmenter le nombre de banque de céréales / magasin / fourrière	196 000
	Augmenter le revenu des communautés	222 800
	Total	2 313 800
Utilisation	Informier, éduquer et sensibiliser les communautés	65 850
	Intensifier le contrôle des produits alimentaires	9 000
	Création/ amélioration des aires d'abattage et abattoir	103 000
	Total	177 850
Stabilité	Construction et dotation des banques/ magasin de céréale	357 700
	Aménagement de pistes rurales	108 500
	Total	466 200
TOTAL GENERAL		9 318 420

Le coût global des activités du plan quinquennal de sécurité alimentaire du cercle de Koulikoro s'élève à **9 318 420 F FCA**.
La répartition par pilier donne les proportions suivantes.

Piliers	Coût (en milliers FCFA)	Pourcentage(%)
DISPONIBILITE	6 360 570	68,26
ACCES	2 313 800	24,83
UTILISATION	177 850	1,91
STABILITE	466 200	5
TOTAL	9 318 420	100

La part la plus importante est orientée vers **la disponibilité** avec un montant de **6 360 570 000FCFA**, soit **68,26%**. Cette situation est également observée dans toutes les communes du Cercle, eu égard au nombre élevé de contraintes et sollicitations enregistrées dans la production et la productivité de l'agriculture, l'élevage, la pêche, la pisciculture et d'autres filières comme le maraîchage, l'apiculture....

Les activités restent dominées par la dotation des paysans et éleveurs en équipement de production, l'aménagement de plaines et la promotion des activités génératrices de revenu.

L'accès occupe **24,83%** avec un montant de **2 313 800 000FCFA**. L'essentiel des activités concerne l'aménagement de pistes rurales et la multiplication de banques/ magasins de céréales et leur dotation en produits alimentaires.

L'utilisation occupe **1,91%** avec un montant de **177 850 000 FCFA**. Les activités regroupent la communication avec les communautés pour un changement de comportement, l'intensification des contrôles de la qualité des produits alimentaires et la création et l'aménagement d'aire d'abattage/ abattoir.

La stabilité occupe **5 %** avec un montant de **466 200 000 FCFA**. Elle regroupe les activités de création de banque de céréales et l'aménagement de pistes rurales.

3. Répartition du coût Global (en millier FCFA)

3.1 Coût par année

Communes	Total	Répartition du coût par année				
		1	2	3	4	5
Dinandougou	1 201 850	240 270	240 370	240 370	240 370	240 370
Doumba	510 500	102 100	102 100	102 100	102 100	102 100
Koula	890 500	178 100	178 100	178 100	178 100	178 100
Koulikoro	759 900	151 980	151 980	151 980	151 980	151 980
Méguétan	1 045 100	209 020	209 020	209 020	209 020	209 020
Nyamina	2 917 650	583 530	583 530	583 530	583 530	583 530
Sirakorola	974 320	194 864	194 864	194 864	194 864	194 864
Tienfala	508 600	101 720	101 720	101 720	101 720	101 720
Tougouni	510 000	102 000	102 000	102 000	102 000	102 000
Total	9 318 420	1 863 684	1 863 684	1 863 684	1 863 684	1 863 684
%	100	20	20	20	20	20

Les différentes communes ont opté pour une répartition équitable des coûts de leur plan de sécurité alimentaire entre les 5 années, à raison d'un taux d'exécution prévisionnelle de 20% par an.

3.2 Coût par commune

Rang	Communes	Montant	% du Cercle
1	Nyamina	2 917 650	31,31
2	Dinandougou	1 201 850	12,90
3	Méguétan	1 045 100	11,21
4	Sirakorola	974 320	10,50
5	Koula	890 500	9,50
6	Koulikoro	759 900	8,15
7	Doumba	510 500	5,50
8	Tougouni	510 000	5,47
9	Tienfala	508 600	5,46
Total		9 318 420	100

Les communes de Nyamina, Dinandougou et Méguétan présentent les coûts les plus élevés avec respectivement 31,31 %, 12,90% et 11,21% du coût total du Cercle. Cette situation peut certes s'expliquer d'une part par la taille de la commune et d'autre part par l'importance des sollicitations dans la réalisation des infrastructures et aménagements.

4. Répartition du coût par source de Financement (%)

Etat	PTF	Commune	Cercle
20	70	5	5

Quatre (04) sources de financement ont été identifiées. Il s'agit de la Commune, du Conseil de Cercle, de l'Etat et des PTF. La moyenne des taux de répartition pour la prise en charge du plan de sécurité alimentaire du Cercle donne 70% aux PTF, 20% à l'Etat, 5% aux Communes et 5% au Conseil de Cercle.

Pour les PTF, seul un partenaire potentiel, AED a été identifié comme intervenant déjà dans la sécurité alimentaire dans les communes de Tougouni, Sirakorola et Doumba. D'autres ONG interviennent dans la production et la création de revenu : maraîchage, sésame, embouche.. L'Etat, initiateur du programme doit contribuer à concurrence de 20% à travers un appui financier et technique (formation et accompagnement des communautés par les services technique).

La commune (population et mairie) contribue à 5% à travers la main d'œuvre et en espèce. Par rapport à la contribution financière les communes ont évoqué des difficultés de trésorerie dues à la faible mobilisation des ressources financières. Le droit de tirage ANICT a été également identifié comme source de financement.

La participation du Conseil de cercle à 5% est sollicitée pour l'aménagement des pistes rurales et plaines.